

Maxime Prével

L'usine à la campagne. Socio-anthropologie du productivisme agricole

Thèse pour le doctorat de sociologie sous la direction de Salvador Juan, Université de Caen-Basse-Normandie, 442 f°, soutenue le 15 décembre 2005 devant un jury composé de Camille Tarot (président), Alain Gras, Salvador Juan, Pierre Lebailly et Jacques Rémy, mention très honorable avec les félicitations du jury.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Maxime Prével, « L'usine à la campagne. Socio-anthropologie du productivisme agricole », *Ruralia* [En ligne], 18/19 | 2006, mis en ligne le 28 août 2007, consulté le 23 mai 2012. URL : <http://ruralia.revues.org/1481>

Éditeur : Association des ruralistes français

<http://ruralia.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://ruralia.revues.org/1481>

Document généré automatiquement le 23 mai 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Maxime Prével

L'usine à la campagne. Socio-anthropologie du productivisme agricole

Thèse pour le doctorat de sociologie sous la direction de Salvador Juan, Université de Caen-Basse-Normandie, 442 f°, soutenue le 15 décembre 2005 devant un jury composé de Camille Tarot (président), Alain Gras, Salvador Juan, Pierre Lebailly et Jacques Rémy, mention très honorable avec les félicitations du jury.

- 1 Les sciences humaines se sont peu intéressées au productivisme agricole, caractérisé par la volonté d'obtenir les rendements maxima et l'utilisation massive d'énergie fossile, d'engrais et de pesticides. Nous avons donc cherché à dévoiler les logiques sociales qui habitent l'agriculture dominante en adoptant une approche synthétisant l'explication et la compréhension. Dans un premier temps, nous avons dévoilé les contraintes que le pouvoir exerce sur les agriculteurs français. Les exploitants agricoles sont en effet soumis à de nombreuses pressions de la part de leur entourage professionnel, que ce dernier soit marchand, technocratique ou organisationnel. Nous avons ensuite montré que les agriculteurs productivistes ont des motivations symboliques, une vision du monde et une conception de l'homme bien particulières. La synthèse de la sociologie du système et de l'anthropologie des acteurs nous a conduit à élaborer une analyse socio-anthropologique du productivisme agricole. Nous avons ainsi montré que l'agriculture dominante est un fait social total caractérisé par quatre dimensions majeures. La démesure économique, la vulnérabilité symbolique, l'hétéronomie politique et le progressisme imaginaire sont tout autant imposés par l'encadrement professionnel qu'incorporés par les agriculteurs qui adhèrent à l'idéologie productiviste.

Explication de la contrainte sociale

- 2 En France, c'est dans la seconde moitié du 20^e siècle que l'agriculture a massivement opté pour le paradigme productiviste. Avant l'avènement du monde désenchanté de la modernité, les paysans cherchaient déjà à obtenir de bonnes récoltes mais ne connaissaient pas encore l'aspiration à produire toujours plus. Comment cette passion pour la production illimitée des objets et des biens de consommation a-t-elle fini par gagner l'espace rural ? Depuis la fin du Moyen âge, l'ancien monde « clos » par le dogme catholique cède peu à peu du terrain au profit d'une conception infinie de l'univers ¹ diffusée par la nouvelle élite savante. Suite à la Révolution, la bourgeoisie prend le contrôle de l'appareil d'État créé par l'Ancien Régime et favorise le développement de l'industrie. À partir du milieu du 19^e siècle, à la faveur de la frénésie productiviste qui sévit dans les nouvelles usines, de nombreux ouvriers déracinés des cadres sociaux traditionnels quittent l'espace rural au profit de la ville. Cet « exode rural » encouragé par la bourgeoisie constitue un danger pour les sociétés paysannes qui entendent conserver leur autonomie par rapport à la société globale ¹. Elles résistent donc au pouvoir urbain et parviennent tant bien que mal à sauvegarder leurs logiques sociales jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais à l'issue du conflit, la France peine à atteindre son autosuffisance alimentaire. Un consensus se forme alors en faveur de la politique agricole proposée par la 4^e République. Le pouvoir urbain cherche en effet à imposer aux paysans une augmentation de leur production pour éloigner définitivement le traumatisme des disettes. Une partie des agriculteurs formés par la Jeunesse agricole chrétienne adhère au projet de modernisation et accepte d'autant plus d'investir dans le machinisme et les engrais qu'elle aspire à acquérir un niveau de dignité comparable aux citadins. Dès lors, les agriculteurs étant toujours plus assujettis au pouvoir central, les sociétés paysannes disparaissent, provoquant reconversion professionnelle, désaffiliation ou suicide ² chez ceux qui ne parviennent pas à survivre au processus de modernisation. Malgré les premières crises de surproduction

survenues dès le début des années 1950, la 5^e République poursuit la politique productiviste et renforce l'hétéronomie des agriculteurs en leur imposant progressivement la scolarisation obligatoire et en délégitimant ainsi la transmission familiale du savoir-faire traditionnel. Les paysans ayant perdu le contrôle de leur mode de reproduction³ sont contraints de se transformer en agriculteurs aux compétences reconnues par un diplôme national. Même si, dans certaines sociétés paysannes du bocage normand, la sorcellerie sanctionne toujours les tentatives d'ascension sociale qui viennent remettre en cause la hiérarchie traditionnelle⁴, l'enrichissement du chef d'entreprise agricole devient rapidement aussi légitime que celui du *self made man* américain pour bon nombre d'agriculteurs. Conformément à la nouvelle mentalité bourgeoise et démocratique, la réussite sociale est valorisée car elle est considérée comme la juste récompense du mérite, du travail et du professionnalisme.

3 Mais comment peut-on expliquer plus précisément encore la contrainte sociale qui s'exerce sur les agriculteurs français ? Tout d'abord, il existe un facteur structurel qui, s'il ne saurait suffire à rendre compte à lui seul de l'assujettissement qu'ils vivent au quotidien, constitue indéniablement une condition nécessaire à son avènement. Parce qu'ils ont délaissé le mode de production domestique que pratiquaient leurs prédécesseurs, les agriculteurs modernes ne peuvent plus disposer des produits de la culture et de l'élevage qui pourraient leur permettre de subvenir aux besoins alimentaires de leur famille. Même s'ils adhèrent souvent à l'idéal humaniste consistant à vouloir nourrir le monde⁵, la spécialisation de leur production en vue de sa commercialisation les contraint à fréquenter le supermarché. Cette situation paradoxale rend les agriculteurs dépendants de leur entourage marchand car ils ne peuvent refuser de vendre leur production sans mettre en péril leur existence sociale. De ce point de vue, la situation du paysan était sensiblement différente. Dans la mesure où ce dernier commercialisait uniquement les produits que sa famille n'avait pu consommer, il était parfaitement libre de refuser la transaction si l'offre de l'acheteur ne lui paraissait pas suffisamment élevée. En favorisant l'abandon du système de polyculture-élevage au profit de productions spécialisées destinées à la vente, le pouvoir urbain a donc créé des conditions favorables au ravitaillement des villes. En effet, si le mode de production domestique permettait aux sociétés paysannes de résister à l'hégémonie urbaine, le développement du marché dans les campagnes a au contraire installé durablement le pouvoir de la classe bourgeoise sur les agriculteurs productivistes.

4 Une fois apparu le facteur structurel impliquant l'hétéronomie des paysans, il suffisait que se détériorent les conditions de commercialisation des denrées agricoles pour qu'augmente la contrainte sociale s'exerçant de la ville vers la campagne. La vulnérabilité des agriculteurs productivistes est ainsi devenue de plus en plus manifeste au fur à mesure qu'une érosion continue des cours s'est effectivement produite. De plus, l'État et l'Union Européenne, en compensant partiellement les pertes de revenus par l'instauration de primes versées aux agriculteurs, achètent une paix sociale propice au processus de modernisation tout en signifiant aux agriculteurs qu'ils sont désormais suspendus au bon vouloir de la société globale pour leur survie quotidienne. Nous avons par exemple rencontré un céréalier de la plaine de Caen qui nous a déclaré percevoir 36 500 euros de primes publiques pour 23 000 euros de revenus annuels. Finalement, les technocraties publiques et privées semblent bâtir conjointement une « cage d'acier »¹ incarcérant les agriculteurs productivistes dans une nébuleuse d'organisations plus contraignantes les unes que les autres : établissements d'enseignement agricole, centres de gestion, caisses de Crédit agricole, chambres d'agriculture, organismes de Mutualité sociale agricole, sociétés coopératives agricoles, entreprises de fournitures, de transformation et de distribution des produits agroalimentaires, etc. Au sommet de la camisole de force entravant les agriculteurs productivistes règnent les géants de l'*agrobusiness* qui aspirent à renforcer leur pouvoir en déposant des brevets sur des organismes génétiquement modifiés, ou en développant des contrats d'intégration qui transforment les agriculteurs en ouvriers spécialisés de l'industrie agroalimentaire. Ainsi, selon la position qu'ils occupent sur l'échelle sociale, et ce au nom d'une culture rationaliste issue des Lumières, les agriculteurs productivistes sont contraints à expérimenter de nouvelles formes de prolétarianisation ou à

participer, sur un mode hétéronome à la « possession techno-scientifique du monde »² qui se déploie dans les pratiques et les imaginaires de la surmodernité.

Compréhension de l'essence anthropologique

- 5 Au cours du travail de recherche, il nous est rapidement apparu que l'explication par la contrainte sociale ne suffisait pas à rendre pleinement compte de la réalité du productivisme agricole. Le concept de force inscrit dans la tradition sociologique depuis Marx et Durkheim est évidemment parfaitement adapté à l'analyse de la pression qu'exerce le pouvoir urbain sur les agriculteurs sommés de fournir à l'industrie agroalimentaire des matières premières abondantes et peu onéreuses. Mais il n'en demeure pas moins qu'une marge de manœuvre demeure pour ceux qui souhaitent résister à la contrainte exercée par le système. Pourtant, les exploitants agricoles ne sont pas tentés par ces chemins de traverse parce qu'ils adhèrent à l'idéologie productiviste. La réflexion anthropologique montre en effet que les agriculteurs responsables des pollutions environnementales ont une vision du monde, une conception de la nature et des motivations symboliques en profonde résonance avec le projet politique porté par les élites urbaines.
- 6 Le cœur de l'idéologie agricole dominante est incontestablement occupé par le concept de progrès. Le jugement qui attribue une valeur positive au productivisme se fonde en effet sur cette représentation moderne. Dans cette optique, produire toujours plus est une bonne chose car cela permet à l'agriculture de progresser, c'est-à-dire de s'améliorer au fur et à mesure que le temps s'écoule. Pour les thuriféraires du productivisme, l'augmentation infinie de la production agricole participe donc au mouvement général de progression qui accroît la valeur de l'humanité. Puisque cette dernière est capable – au moins au plan de l'imaginaire – de repousser toujours plus les contraintes naturelles, la preuve est faite qu'elle n'a jamais été aussi civilisée et aussi éloignée de ses origines animales. Selon cette représentation évolutionniste, l'homme est donc condamné à suivre une progression infinie qui le conduira toujours plus près de la perfection. Quant à ceux qui refusent de suivre le « train du progrès », ils sont automatiquement rétrogradés au motif qu'ils sont incapables de rompre avec des techniques traditionnelles perçues comme arriérées. Un agriculteur nous a ainsi déclaré : « comme disait mon père, quand on n'avance pas, on recule ». Le progressisme est en effet indissociable d'une critique de la tradition perçue dans le sillage de la philosophie des Lumières comme une arriération. Le productivisme entend faire table rase du passé jugé archaïque ou obscurantiste et se propose de construire une agriculture moderne éclairée par les progrès de la connaissance scientifique. Il s'agit donc de transformer les paysans coupables d'attachement à l'Ancien Régime en exploitants agricoles démocratiques fascinés par la perspective d'une augmentation infinie de la production. En opposition à l'agriculteur traditionnel qui était symboliquement enraciné dans son pays, son homologue techno-scientifique est habité par le fantasme d'un arrachement à la terre. Le mouvement de modernisation des campagnes a ainsi créé de nouveaux ateliers « hors-sols » dont l'appellation révèle l'existence de cet imaginaire étonnant qui entend rompre le lien unissant l'agriculture avec le « plancher des vaches ». Comme si l'industrialisation menée au nom du progrès permettait aux agriculteurs de participer symboliquement à la conquête de l'espace...
- 7 Mais pourquoi les agriculteurs productivistes cherchent-ils à découvrir les joies de l'apesanteur ? Probablement parce qu'ils souhaitent acquérir ainsi une position sociale manifestant pleinement l'hégémonie qu'ils entendent exercer sur la nature. Un exploitant agricole moderne ne saurait en effet avoir les pieds dans la boue comme un vulgaire « plouc » ou un « cul-terreux » ; il devrait pouvoir travailler comme un citoyen en costume et souliers vernis. Finalement, si la terre a aussi peu de valeur pour un agriculteur productiviste, il faut sans doute en chercher la raison dans l'inconscient culturel de la modernité. Dès le 17^e siècle, Descartes proposait ainsi de « se rendre comme maître et possesseur de la nature » et Bacon de la « traiter comme une femme publique, de la mater et de pénétrer ses secrets ». Ce programme viril affiche la domination que l'agriculture techno-scientifique cherche à imposer aux processus naturels. Désormais, on ne saurait se contenter de tirer parti des plantes et des animaux à l'aide de modes de faire-valoir soumis au hasard des conditions climatiques,

il faut éradiquer l'aléa pour mieux asseoir le pouvoir de l'homme sur le monde naturel. La volonté de contrôle issue de la rationalité occidentale cherche à s'imposer systématiquement pour construire un mode d'exploitation scientifique de la nature. Cette dernière n'est plus une figure maternelle et bienveillante ou le refuge des dieux, elle devient un substrat désenchanté dont la dignité est directement liée à son artificialisation. Si elle se comporte comme une prostituée docile et qu'elle accepte de se soumettre aux investigations des scientifiques et aux modifications imposées par les techniciens, elle peut prétendre bénéficier du prestige associé aux entreprises techno-scientifiques. C'est pourquoi un organisme génétiquement modifié a beaucoup plus de valeur qu'une plante naturelle suspecte de chercher à échapper à la volonté humaine...

- 8 Ces imaginaires techno-scientifiques consubstantiels à l'idéologie productiviste tendent à installer les agriculteurs dans une position démiurgique caractéristique des tendances les plus extrêmes de la post-modernité. Finalement, le machisme traditionnel revisité par les fantasmes techno-scientifiques semble ainsi construire, chez certains, une équivalence symbolique entre la virilité et la réussite de l'agriculteur « moderne » – par opposition au supposé renoncement à la puissance et donc à la virilité chez les agrobiologistes –, donnant un fondement réel à la toute-puissance imaginaire qui habite l'idéologie productiviste.

Socio-anthropologie d'un fait social total

- 9 Nous n'avons pas mené indépendamment la sociologie du système et l'anthropologie des acteurs sans que l'explication de la contrainte sociale ne rencontre jamais la compréhension des hommes. Si tel était le cas, l'analyse écartelée entre deux paradigmes difficilement conciliables manquerait inévitablement de cohérence. Considérant que les caractéristiques socio-anthropologiques du productivisme agricole sont tout autant imposées par l'encadrement professionnel qu'incorporées par les agriculteurs, nous avons souhaité dépasser l'opposition entre choix et contrainte qui paraissait avoir épuisé ses capacités heuristiques. Finalement, quatre dimensions caractéristiques de l'agriculture productiviste sont apparues au cours du travail de synthèse : la démesure économique, la vulnérabilité symbolique, l'hétéronomie politique et le progressisme imaginaire.
- 10 La démesure économique désigne la volonté d'accroître encore et toujours la production qui constitue la principale caractéristique du productivisme. Pourquoi les agriculteurs et leur encadrement s'accordent-ils manifestement sur cette conception du métier ? Il semble que le productivisme tire essentiellement sa légitimité de la survalorisation du travail caractéristique du monde contemporain. Le labeur fonctionne en effet comme une valeur absolue aspirant à éradiquer l'oisiveté, l'œuvre, l'action¹ ou toute autre pratique non-conforme à l'esprit du productivisme. Dès lors, le travail comme fin en soi – on ne travaille plus pour vivre mais l'on vit pour travailler – suscite une passion ambivalente. Le plaisir résultant de l'exercice d'un métier qui s'apparente encore souvent à une vocation côtoie ainsi la souffrance liée à l'impératif condamnant l'agriculteur aux travaux forcés. Compensation symbolique à la passion du Christ émanant d'un inconscient culturel chrétien, symptôme de l'insignifiance de l'existence, recherche du prestige lié au surtravail ou goût pour la compétition du rendement, l'addiction laborieuse se module selon différentes logiques socioculturelles mais fonctionne bien comme le fondement de la démesure économique caractéristique du productivisme. De plus, la valorisation absolue du travail implique une rationalisation du temps et un amour de l'argent conformes à l'esprit du capitalisme. Puisqu'il faut consacrer sa vie au labeur dans l'espoir de mourir riche, chaque instant doit rendre gorge d'une utilité quelconque sous peine de ressentir la culpabilité d'avoir dérogé à l'obligation du travail. « On ne sait pas rien faire » nous a ainsi déclaré un agriculteur déstabilisé par une demi-journée d'oisiveté qu'il s'était accordée du fait de la canicule. Depuis que le monde a entrepris de se réduire à la sphère économique, l'homme machinal² semble donc condamné à accroître encore et toujours sa production. Comme s'il cherchait à compenser par sa frénésie productiviste l'inhumanité d'un monde infini abandonné par les dieux...
- 11 Outre la démesure économique, le profil socio-anthropologique des agriculteurs productivistes est aussi caractérisé par leur vulnérabilité symbolique. Ce concept regroupe en fait différents

phénomènes qui font peser le sentiment d'une menace sur l'existence des exploitants agricoles. Dans un contexte marqué par un agrandissement continu des exploitations, la peur de la faillite semble concerner toujours plus les agriculteurs qui observent avec inquiétude l'hémorragie démographique subie par leur profession depuis plusieurs décennies. Puisque le travail de la terre nécessite toujours moins d'agriculteurs, ils craignent manifestement de rejoindre les rangs de ceux qui ont dû abandonner le métier. Dès lors, il n'est pas rare que cette incertitude génère un stress chronique plus ou moins durement ressenti selon le profil psychologique des individus et la situation financière de leur ferme. Le niveau d'endettement, les charges résultant des investissements dans le foncier, le matériel ou les bâtiments d'élevage, l'achat d'intrants coûteux – semences, engrais, pesticides – installent les agriculteurs dans une vulnérabilité chronique. La construction de grandes étables – « les stabulations » en langage productiviste – implique par exemple le remboursement de lourdes traites à la banque et le sentiment pour l'agriculteur d'avoir un couteau sous la gorge. Alors que les conditions de commercialisation des produits agricoles sont instables, comment ne pas ressentir l'angoisse d'être un jour réduit à « coucher sous les ponts » selon les mots de ce cultivateur appartenant pourtant aux agriculteurs les plus aisés ? Par ailleurs, l'utilisation de produits ou de matériels dangereux induit souvent une peur de la maladie ou de l'accident qui vient augmenter la vulnérabilité symbolique. Outre le risque mécanique constitué par une ensileuse, une moissonneuse-batteuse ou un cardan démuné de protection, l'utilisation de produits chimiques – produits vétérinaires, pesticides – provoque souvent une inquiétude plus ou moins diffuse favorisée par l'étiquetage qui expose l'évaluation officielle du risque sanitaire. La crainte de la maladie se nourrit de la conviction que ces produits dangereux peuvent provoquer un empoisonnement immédiat mais surtout un cancer après plusieurs années d'utilisation. Dans le premier cas, le risque est acceptable car l'intoxication sanctionnerait une erreur de manipulation ne pouvant intervenir à l'insu de l'exploitant agricole. Dans le second cas, la pathologie maligne qui pourrait se déclarer sans raison apparente est inacceptable car impossible à imputer à une cause identifiable par l'agriculteur. De plus, le sens commun considérant que les produits chimiques sont cancérigènes, l'angoisse est d'autant plus importante que le cancer est réputé infliger de longues souffrances suivies d'une mort inéluctable. L'idéal productiviste impliquant le recours à la chimie, au matériel lourd, à l'endettement et au marché sans autre alternative, les exploitants agricoles vivent dans une vulnérabilité symbolique chronique. Finalement, leur vie se transforme en survie au fur et à mesure que l'obsession du gîte et du couvert ou la peur de la mort gagnent du terrain. Il semble ainsi que les agriculteurs productivistes expérimentent toujours plus la « lutte pour la vie » chère aux économistes libéraux et aux biologistes darwiniens dans le mouvement social qui voit augmenter conjointement la désymbolisation de la mort et la dégradation des conditions matérielles de l'existence humaine...

- 12 La peur de l'avenir ou du malheur, dont le fatalisme et la disparition du goût de vivre constituent les figures extrêmes, sont sans doute indissociables de l'hétéronomie politique qui caractérise aussi le productivisme agricole. La bourgeoisie enferme en effet les agriculteurs dans la cage d'acier de l'économie capitaliste et de la politique bureaucratique. Toujours plus dépendants du soutien public à l'agriculture et de la parole de leur entourage commercial, ils subissent de plus en plus la domination du pouvoir urbain et perdent ainsi le contrôle de leur exploitation. Un agriculteur étonné par notre visite nous a ainsi déclaré : « Vous venez me voir pour savoir comment je conduis ma ferme ? Allez plutôt voir mon technicien à la coopérative, il vous dira ce que je fais chez moi... » Si dans ce cas la soumission aux recommandations du pouvoir semble totale, il subsiste parfois des bribes d'autonomie pour certains exploitants décidés à résister aux marchands et aux bureaucrates. Toutefois, ces traces d'un inconscient culturel paysan ne suffisent pas à enrayer le développement de l'hétéronomie que subissent les agriculteurs productivistes. Leur liberté devenant plus formelle que réelle, ils sont toujours plus dépendants des entreprises multinationales qui dominent le marché des semences et des pesticides. Ces sociétés cherchent en effet à imposer des brevets sur le vivant et à interdire la pratique des semences fermières pour accroître les revenus qu'elles tirent du commerce agricole. D'ores et déjà, elles vendent des engrais, des pesticides et des semences sélectionnées

dont certaines comme le maïs ne peuvent être replantées avec profit par les agriculteurs. Elles cherchent aussi à commercialiser des céréales hybrides qui contraindraient les producteurs à acheter chaque année les semences produites par les firmes. Face à ces pratiques, les agriculteurs productivistes voient leur hétéronomie s'accroître par touches successives. S'ils refusent pour l'instant d'adopter les blés hybrides et les organismes génétiquement modifiés, ils sont déjà dépendants des conseils que leur prodigue leur entourage bureaucratique et commercial. « J'étais devenu son larbin » se souvient un agrobiologiste se remémorant son passé productiviste. Le technicien de la coopérative lui conseillait en effet de modifier son assolement et lui « prescrivait » des produits phytosanitaires avec l'autorité d'un médecin rédigeant une ordonnance. Dans la représentation commune, un bon agriculteur devant « soigner » ses plantes et ses animaux, il est difficile de refuser l'utilisation des pesticides qui permettent de « traiter » les « maladies » qui s'abattent sur les cultures. La présence de « mauvaises herbes » dans les champs favorise la domination par l'appareil d'encadrement car elle constitue une souillure indigne d'un exploitant professionnel. Par ailleurs, le savoir incorporé dans les créations technoscientifiques commercialisées à la campagne (semences, engrais, pesticides) contribue à façonner l'hétéronomie des agriculteurs dans la mesure où ils n'ont pas les moyens de confronter la parole des vendeurs à un savoir-faire paysan issu d'une longue tradition. Même si de nouvelles connaissances empiriques s'élaborent à l'usage, les agriculteurs ne peuvent savoir *a priori* si les commerciaux mentent lorsqu'ils vantent les mérites d'un nouveau produit. Quant aux modes de faire-valoir traditionnels, ils ne peuvent plus être aisément mobilisés dès lors qu'ils sont oubliés. Ainsi cet exploitant profondément convaincu que le recours à la chimie agricole est obligatoire car « sans pesticides, il n'y a rien qui pousse »...

- 13 Cette croyance étonnante n'est pas sans interpeller le socio-anthropologue cherchant à expliquer et à comprendre le productivisme agricole. Elle montre qu'il est possible de considérer que l'agriculture a été inventée avec les pesticides au milieu du 20^e siècle... À quoi peut-on imputer un tel refoulement de la mémoire paysanne ? Seule la puissance de l'imaginaire du progrès peut expliquer que l'héritage des anciens agriculteurs ait été si profondément oublié. Cette négation de l'histoire provient en effet de l'idéologie de la modernité qui se propose de faire « table rase » du passé. Puisque l'invention des pesticides a fait progresser l'agriculture qui a ainsi rompu les chaînes de l'archaïsme et de l'obscurantisme imputables à la tradition, il vaut mieux oublier cette époque irrationnelle où les techniques agricoles étaient totalement inefficaces parce qu'étrangères aux innovations technoscientifiques. Il importe seulement de prendre conscience du fait que la science, en créant l'agriculture, a permis à l'humanité de sortir de la sous-alimentation chronique qu'elle subissait comme une fatalité naturelle. En fait, la conviction que la culture des plantes est impossible sans pesticides en dit long sur la toute-puissance imaginaire associée à l'idéologie du progrès. Seule la science a le pouvoir de féconder la terre qui constitue un substrat désenchanté, neutre et stérile que l'homme doit conquérir à l'aide d'artifices de plus en plus perfectionnés. Quant à l'agriculteur, il est sommé d'adhérer au processus d'artificialisation du vivant par l'idéologie du progrès qui valorise *a priori* toute innovation technoscientifique au motif qu'elle est censée permettre une augmentation de la production agricole. Les récoltes traditionnelles sont ainsi considérées comme nulles et non avenues parce qu'incapables de rivaliser avec les rendements obtenus par l'agriculture productiviste. S'ils souhaitent parvenir à produire suffisamment pour nourrir l'humanité, les agriculteurs doivent continuer à appliquer les nouveautés mises au point par les ingénieurs travaillant pour les firmes multinationales. Quant à ceux qui refusent d'aider l'humanité à « progresser », ils sont accusés de provoquer une régression inquiétante pour l'avenir de la profession. La métaphore du « train du progrès » qu'il ne faut manquer sous aucun prétexte constitue ainsi une magnifique illustration de l'imaginaire qui légitime l'industrialisation de l'agriculture. Et lorsque disparaît l'humanisme chrétien qui se proposait d'éradiquer la faim dans le monde, seul subsiste l'impératif du « bougisme »¹ puisque la destination finale n'a plus aucune importance. Peu importe la direction du mouvement pourvu que l'on évite l'enracinement au profit de l'errance ou de la marche en avant. Ainsi, l'idéologie du progrès suscite toujours l'adhésion des agriculteurs

productivistes. Même si le souci de la survie éclipse progressivement la volonté de nourrir le monde, le jugement qui attribue de la valeur à l'obtention du rendement maximum résiste à l'épreuve du temps en adoptant différentes configurations idéologiques. L'individualisme ou l'esprit de compétition valorise le record productif au nom de la performance, le fantasme de maîtrise y voit une possession symbolique de la nature, l'obsession sécuritaire propre à la culture rationaliste l'interprète comme une éradication du hasard et l'hygiénisme l'apprécie du fait de la propreté imaginaire des champs obtenue grâce aux pesticides. Tel un caméléon en osmose avec les orientations technoscientifiques de la modernité, le productivisme demeure pour de nombreux agriculteurs le moyen privilégié qui permettra à l'humanité de progresser indéfiniment. Dans cette optique, l'innovation technique est perçue comme un progrès parce qu'elle est créditée a priori du pouvoir d'augmenter les récoltes...

- 14 Les agriculteurs ont donc de nombreuses raisons objectives et subjectives de poursuivre leur activité dans la tradition productiviste. Toutefois, certaines logiques sociales peuvent freiner le recours à l'énergie fossile, aux engrais synthétiques et aux pesticides en imposant une nouvelle révolution dans les espaces agricoles. Si la puissance publique souhaite stopper l'hémorragie démographique agricole et favoriser l'abandon des pratiques incriminées au profit de techniques respectueuses de l'environnement, elle doit abandonner la politique productiviste mise en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Une grande partie de la surface cultivée en maïs pourrait ainsi être convertie en pâturages si la prime herbagère agri-environnementale était plus élevée. De même, le commerce des intrants pourrait être contrôlé plus sévèrement et les pratiques non polluantes favorisées par des incitations financières. Il est également possible que le mouvement social porté par les agricultures « paysanne », « durable » et « biologique » parvienne contre toute attente à imposer des pratiques respectueuses de l'environnement. Quant aux firmes agrochimiques, elles sont tellement puissantes qu'elles pourraient aisément mettre un terme au productivisme agricole. Mais à moins que cette disparition ne leur permette d'accroître leurs bénéfices et leur pouvoir sur les agriculteurs, il est hautement improbable qu'elles décident d'abandonner l'agriculture qui a contribué à façonner l'hégémonie politique et financière qu'elles exercent sur la planète...

Notes

- 1 Alexandre KOYRÉ, *Du monde clos à l'univers infini*, Paris, Gallimard, 1973, 349 p.
 1 Henri MENDRAS, *La fin des paysans*, Arles, Actes Sud, 1984 (1967).
 2 Yves DUPONT, « Socioanthropologie du suicide en milieu rural », dans *Croix marine de Basse-Normandie*, n° 12, 1998 ; Guillaume GRANDAZZI, « Du risque territorialisé au fait social total : le suicide dans le Sud-Manche », dans Juan LE GALL [dir.], *Conditions et genres de vie. Chroniques d'une autre France*, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 241-252.
 3 Patrick CHAMPAGNE, *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française : 1950-2000*, Points essais, Paris, Éditions du Seuil, 2002, 336 p.
 4 Chantal MALLET, *Sorcellerie, échange symbolique, le particularisme de la société bocaine*, Thèse de doctorat de troisième cycle, Université de Caen, 1980.
 5 Pierre ALPHANDÉRY, Pierre BITOUN et Yves DUPONT, *Les champs du départ. Une France rurale sans paysans ?*, Paris, La Découverte, 1988, 268 p.
 1 Max WEBER *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964 (1905).
 2 Georges BALANDIER, *Le grand système*, Paris, Fayard, 2001, 274 p.
 1 Hannah ARENDT, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983 (1958).
 2 Philippe FORGET et Gilles POLYCARPE, *L'homme machinal. Technique et progrès : anatomie d'une trahison*, Paris, Syros, 1990, 225 p.
 1 Pierre-André TAGUIEFF, *Résister au bougisme. Démocratie forte contre mondialisation technophobe*, Paris, Mille et une nuits, 2001, 202 p.

Pour citer cet article

Référence électronique

Maxime Prével, « L'usine à la campagne. Socio-anthropologie du productivisme agricole », *Ruralia* [En ligne], 18/19 | 2006, mis en ligne le 28 août 2007, consulté le 23 mai 2012. URL : <http://ruralia.revues.org/1481>

Droits d'auteur

Tous droits réservés
